

Taux marginal crucial

BCGE. L'optimisation fiscale passe aussi par la prévoyance

MARJORIE THÉRY

D'après les statistiques de l'administration fédérale des contributions, 1,4 millions de personnes ont demandé une déduction fiscale au titre du troisième pilier en 2010 (derniers chiffres disponibles). Ceci sur une population active suisse de 4,8 millions. La question de l'optimisation fiscale était l'un des principaux thèmes débattus lors d'une présentation de la banque cantonale de Genève (BCGE) à sa clientèle privée hier. La BCGE y a présenté sa stratégie et les résultats de ses services de conseil patrimonial et de prévoyance. Jérôme Monnier, responsable de la clientèle privée et des PME a tout d'abord souligné la doctrine d'architecture ouverte de la BCGE en matière de placements. Un élément facilement vérifiable, le bulletin de performance des mandats balancés de la banque reportant les positions détenues dans les fonds de placements tiers. «Nous avons d'excellents produits mais nous ne pouvons pas être sur tous les fronts. En revanche nous offrons un service global de gestion de patrimoine à long terme et l'optimisation fiscale en fait partie intégrante». Albert Gallegos, responsable du conseil patrimonial

et de la prévoyance de la banque, a déroulé les différents aspects de la gestion patrimoine et l'optimisation fiscale.

Assurances sociales et privées, placements, hypothèques, fiscalité, succession, droit matrimonial... Autant de sujets où ce juriste de profession a présenté différentes stratégies d'optimisation. Un des thèmes souligné était la prise en compte du rôle du taux marginal d'imposition (TMI). «La plupart des gens sont focalisés sur le taux moyen d'imposition. Mais pour optimiser au mieux sa situation, il faut établir une stratégie en fonction du TMI». Un taux marginal d'imposition de 30% signifie qu'avec un revenu supplémentaire de 1000 francs, 300 francs seront imposés. D'après une étude bancaire, pour un revenu de 100.000 francs, le TMI serait de 30% à Zurich, 35% à Berne et 35% à Genève. En réduisant le revenu grâce à une mesure d'économie fiscale, il est possible de calculer l'économie d'impôt avec le taux marginal d'imposition. Plus le taux marginal d'imposition est élevé, plus l'économie d'impôts est importante. Le troisième pilier fait partie des solutions (déductible à hauteur de 6732 francs par personne dans le canton de Genève jusqu'à la fin de l'année au moins). Le rachat de cotisations des caisses de pensions est aussi une option intéressante bien que peu employée. ■

Le recoupling demeurera déterminant cette année

OUTLOOK. Julius Baer présentait hier à Genève ses prévisions conjoncturelles et conseils d'investissement.



STEFANO SPURIO. Positif sur les actions américaines, puis sur les européennes et celles du nord de l'Asie.

Le scénario du «recoupling» est au centre de la stratégie d'investissement 2014 de Julius Baer. Cette tendance à la convergence entre la croissance des pays émergents et celle des pays développés, bien établie en 2013, se poursuivra cette année, explique Stefano Spurio, responsable du conseil d'investissement chez Julius Baer pour Genève, Dubai et Monaco, en marge d'une conférence organisée hier à Genève.

Après une décennie de forte croissance dans les pays émergents, le rééquilibrage des PIB aura deux conséquences: l'écart entre les Etats-Unis et l'Europe se réduira, tandis qu'au sein de l'Europe, les pays de la périphérie surperformeront par rapport à ceux du Nord.

La crise a accéléré la cohésion et les plans de structuration en Europe, comme l'union bancaire. Des réformes structurelles ont été menées en Grèce, en Italie ou en Espagne. Le nord du continent et le Royaume-Uni se portent bien, mais une source d'inquiétude majeure demeure: la France, qui doit appliquer dans les faits le récent changement d'orientation annoncé par

François Hollande. En Suisse, «l'économie nationale s'est accommodée du franc fort, comme le montrent les exportations ou le chômage» et ne devrait pas être affectée par la récession en zone euro. La Banque nationale devrait parvenir à maintenir le plancher du franc à 1,20 contre l'euro. Cette parité devrait connaître de faibles fluctuations cette année et s'établir à 1,25 en fin d'année.

S'il est globalement positif sur les actions (45% pour un portefeuille avec un profil de risque modéré), Stefano Spurio déconseille d'investir dans les actions de pays émergents affichant une balance commerciale déficitaire (Russie,

Inde, pays d'Amérique latine). Le spécialiste apprécie davantage la Chine, Taiwan ou la Corée.

Globalement les devises émergentes devraient continuer à souffrir: la réduction du Quantitative Easing américain soutient le dollar, ce qui crée des pressions sur la livre turque, le rouble, le real brésilien et certaines devises asiatiques. Mais les banques centrales de ces pays – à part la Turquie – disposent de ressources suffisantes pour soutenir leur monnaie pendant un à deux ans, estime le spécialiste.

Pour les actions, Julius Baer recommande de préférer les Etats-Unis, puis l'Europe et – un peu – les émergents du nord de l'Asie. En visant toujours des entreprises de qualité, aux bilans robustes et bénéficiant de positions dominantes sur leurs marchés.

Au niveau des secteurs, les cycliques profitent de l'amélioration des indicateurs avancés. Parmi elles, les financières sont jugées attractives (mise à part la dette de certaines banques allemandes). «Les politiques monétaires accommodantes leur ont permis de se refinancer, d'assainir leur bilan et

de restructurer leur modèle d'affaires, détaille Stefano Spurio. Tout le défi pour l'avenir consiste à transmettre ces améliorations au consommateur final, tout en respectant de stricts critères de solidité du bilan».

Dans l'obligataire, le responsable du conseil recommande les convertibles, «le haut rendement d'entreprises globales et, progressivement, européennes», et les obligations en monnaie locale chinoises.

Malgré son net recul en 2013, l'or ne fait toujours pas l'objet d'une opinion positive de Julius Baer. La récente reprise devrait être de courte durée, conclut la banque, en raison des perspectives sur les taux, sur l'inflation (qui devrait rester modérée) et de la perception des risques par les investisseurs. (SR)

LES BANQUES CENTRALES ÉMERGENTES POURRONT SOUTENIR LEURS MONNAIES EN 2014. A L'EXCEPTION DE LA TURQUIE.

AGEFI Partenaires

'14 FONDS
5./6. Februar 2014
Kongresshaus Zürich

PROFESSIONAL INVESTORS' DAY
Mercredi, 5 février 2014, 10h-18h
JOURNÉE DU PUBLIC
Jeudi, 6 février 2014, 10h-18h
KONGRESSHAUS ZÜRICH

WAYS OUT OF THE DEBT CRISIS
Mercredi 5 février 2014, «Professional Investors' Day», 10.30-11.30, Kleine Tonhalle

Prof. Dr. Thomas J. Jordan
Président de la Direction générale,
Banque nationale suisse

Axel A. Weber
Président du conseil d'administration, UBS SA

Prof. Dr. Lucas Papademos
Ancien premier ministre grec, ancien vice-président
de la Banque centrale européenne, ancien gouverneur
de la Banque de Grèce

Moderation: **Dirk Schütz**
Rédacteur en chef, BILANZ

Programme détaillé: www.fondsmesse.ch

Promoteur: BEVAG

Partenaire du salon: LIPPER

Sponsors principaux: UBS, Schroders

Partenaires médias: L'AGEFI, FINANZSCHAFT, TagesAnzeiger, Handelszeitung, BILANZ

Co-sponsors: Banque Cantonale Vaudoise | Deutsche Asset & Wealth Management | ING Investment Management | Invesco | IPCConcept | Swisscanto | Threadneedle Investments

Augmentation surprise du taux directeur à 8%

INDE. La banque centrale a relevé hier son taux repo d'un quart de point.

A l'issue d'une réunion à Bombay, la Reserve Bank of India (RBI) a créé la surprise sur les marchés financiers en indiquant que son taux repo, auquel elle prête aux banques, était relevé à 8%, contre 7,75% auparavant. Les économistes estimaient que le taux serait maintenu après l'annonce d'un net ralentissement de la hausse des prix de gros à 6,16% en décembre sur un an, contre 7,52% le mois précédent. Mais le gouverneur de la RBI, Raghuram Rajan, a fait valoir hier que les pressions inflationnistes demeuraient, en particulier en raison d'une progression des prix des services. «Il est essentiel de s'attaquer résolument à ces risques inflationnistes afin de stabiliser les perspectives d'inflation, même s'il faut reconnaître que l'économie

est faible et que des restrictions budgétaires sont probables au quatrième trimestre (janvier à mars)», a-t-il estimé.

La roupie, qui a chuté à son plus bas niveau ces deux derniers mois, s'est un peu redressée après l'annonce de la RBI, à 62,91 roupies pour un dollar. La devise indienne, parmi les monnaies asiatiques à avoir le plus souffert en 2013, pâtit des incertitudes autour du retrait des mesures de soutien de la Fed américaine à la première économie mondiale. Après des mois de spéculations, la Fed a lancé en janvier la première réduction de son programme mensuel de rachats d'actifs massifs, baissant de 85 à 75 milliards de dollars le montant de ses injections de liquidités dans le système financier américain.

Les pays émergents craignent que la Fed n'annonce aujourd'hui une nouvelle réduction de ces aides qui provoquerait une fuite des capitaux au profit du dollar et pèserait

sur de nombreuses monnaies fragiles comme la roupie indienne. Face à ce risque, les milieux d'affaires indiens plaident pour une baisse des taux afin de soutenir la croissance et doper l'investissement. En vain.

«En général la RBI évoque la croissance et l'inflation mais cette fois il n'y en a eu que pour l'inflation», a remarqué Madan Sabnavais de Care Ratings.

Elle entend ainsi «faire comprendre aux entreprises qu'elles ne doivent pas compter sur des ajustements de taux d'intérêt pour assurer la croissance», a-t-il ajouté. Depuis l'arrivée de Raghuram Rajan à sa tête début septembre, la Banque centrale indienne a déjà relevé ses taux par deux fois, en septembre et en octobre, pour contrer l'inflation. Mais elle a ensuite surpris les marchés en décembre en maintenant ses taux alors même que l'inflation accélérait pour atteindre un sommet en 14 mois. ■

La Turquie prête à suivre

Quelques heures avant la réunion d'urgence de son comité de politique monétaire, le gouverneur de la banque centrale turque Erdem Basci a clairement ouvert la voie à un changement de stratégie passant par une hausse des taux. «Personne ne doit douter que la banque centrale utilisera tous les moyens à sa disposition la banque n'hésitera pas à prendre des mesures durables pour resserrer sa politique monétaire si c'est nécessaire», a déclaré M. Basci, qui présentait devant la presse ses prévisions révisées à la hausse pour l'inflation en 2014.

Après l'échec patent de ses précédentes stratégies, tous les analystes tablent sur une hausse «agressive» de plusieurs points du taux d'intérêt au jour le jour, actuellement fixé à 7,75%.

«Nous pensons qu'une hausse des taux doit faire entrer résolument les taux à court terme dans la zone des deux chiffres», a recommandé Inan Demir, de la Finansbank. «Refaire du taux repo à une semaine l'instrument privilégié de la politique monétaire et le faire passer de 4,5 à 10% serait un bon départ», a renchéri Neal Shearing de Capital Economics. ■